

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire

Suzy Lévesque, OMA

Date

1.1 22 avril 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	44
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	46
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	47
Situation financière par organismes	48
Charges par objets	49
Excédent (déficit) accumulé	50
Avantages sociaux futurs	54

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	60
Analyse des charges consolidées	72

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Sept-Îles

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles (Ville), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets consolidés (de sa dette nette consolidée) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A140386
Sept-Îles (Canada) 25 mai 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024
Revenus			
Taxes	1	72 897 017	70 268 783
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 327 609	7 647 564
Quotes-parts	3		
Transferts	4	29 363 995	11 224 975
Services rendus	5	7 133 123	7 258 549
Imposition de droits	6	1 854 491	1 750 152
Amendes et pénalités	7	841 866	320 431
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	2 114 205	2 799 203
Autres revenus	10	22 417 127	4 467 915
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	143 949 433	105 737 572
Charges			
Administration générale	14	11 231 149	9 594 056
Sécurité publique	15	11 681 434	11 901 433
Transport	16	18 701 856	17 374 214
Hygiène du milieu	17	27 893 189	27 392 531
Santé et bien-être	18	529 129	495 418
Aménagement, urbanisme et développement	19	8 070 578	4 877 641
Loisirs et culture	20	17 443 046	17 289 982
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	4 670 778	3 939 459
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	100 221 159	92 864 734
Excédent (déficit) lié aux activités	25	43 728 274	12 872 838
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	208 860 251	195 987 413
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		
Solde redressé	28	208 860 251	195 987 413
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	252 588 525	208 860 251

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	34 377 478	41 485 609
Débiteurs (note 5)	2	70 229 811	34 916 204
Prêts (note 6)	3		50 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	965 052	1 106 900
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	105 572 341	77 558 713
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	21 103 000	8 100 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	36 780 146	23 314 283
Revenus reportés (note 11)	12	5 857 702	5 486 899
Dette à long terme (note 12)	13	121 847 736	113 310 561
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	6 063 000	5 389 300
Autres passifs (note 14)	15	6 636 639	5 948 665
	16	198 288 223	161 549 708
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(92 715 882)	(83 990 995)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	341 644 564	289 574 689
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	705 914	756 050
Stocks de fournitures	20	2 821 559	2 419 381
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	132 370	101 126
	23	345 304 407	292 851 246
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	252 588 525	208 860 251
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	252 588 525	208 860 251
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	252 588 525	208 860 251

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024
Excédent (déficit) lié aux activités	1	43 728 274	12 872 838
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	66 044 011)(	39 626 187)
Produit de cession	3	102 522	
Amortissement	4	13 764 885	12 930 922
(Gain) perte sur cession	5	106 729	295 676
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(52 069 875)	(26 399 589)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	50 136	214 895
Variation des stocks de fournitures	10	(402 178)	51 763
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(31 244)	1 426
	13	(383 286)	268 084
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(8 724 887)	(13 258 667)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(83 990 995)	(70 732 328)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(83 990 995)	(70 732 328)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(92 715 882)	(83 990 995)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres		
▪	4.1	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	43 728 274	12 872 838
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	13 764 885	12 930 922
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Perte sur disposition d'immob.	4.1	209 251	295 676
▪ Charge de désactualisation - OLMHS	4.2		31 351
	5	57 702 410	26 130 787
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(35 313 607)	(6 405 254)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	14 153 837	(287 635)
Revenus reportés	9	370 803	255 470
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	673 700	2 109 100
Propriétés destinées à la revente	11	50 136	214 895
Stocks de fournitures	12	(402 178)	51 763
Autres actifs non financiers	13	(31 244)	1 426
	14	37 203 857	22 070 552
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(66 044 011)	(38 058 632)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(66 044 011)	(38 058 632)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(93 714)	114 084
Remboursement ou cession	21	50 000	107 330
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(189 418)	209 851
Cession	23	46 144	53 094
	24	191 848	(163 511)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	21 011 000	24 140 109
Remboursement de la dette à long terme	26	(12 400 805)	12 498 000
Variation nette des emprunts temporaires	27	13 003 000	4 120 716
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(73 020)	(40 057)
Autres			
▪	29.1		
	30	21 540 175	15 722 768
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(7 108 131)	(428 823)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	32	41 485 609	41 914 432
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	41 485 609	41 914 432
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	34 377 478	41 485 609

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est un organisme municipal existant depuis le 6 février 2003 en vertu du décret n° 106-2003 du gouvernement du Québec, adopté en vertu de la *Loi sur l'organisation territoriale municipale* (L.R.Q.c.0-9).

La Ville de Sept-Îles est constituée des anciennes municipalités suivantes : la Ville de Sept-Îles, la Ville de Moisie et la Municipalité de Gallix. La nouvelle ville est régie par la *Loi sur les cités et villes du Québec* (L.R.Q., c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, ainsi que la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23, en plus de la situation financière présentée sur la base de l'Actifs financiers nets (DETTE NETTE) aux pages S8 et S15.

Dans les informations sectorielles ainsi que dans les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité, excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la ville. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

La Ville de Sept-Îles agit en partenariat dans certains dossiers avec la Municipalité Régionale de Comté (M.R.C.) de Sept-Rivières. La Ville de Sept-Îles a également conclu des ententes inter-municipales avec le Conseil de bande « Innu Takuaihan Uashat Mak Mani-utenam », de même qu'avec la Ville de Port-Cartier.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes paramunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc.;
- Développement Économique Sept-Îles inc.;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière selon les barèmes du ministère des Transports. En 2025, la Ville a versé une contribution de 237 000 \$ (237 000 \$ en 2024), incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3^e partie de la *Loi sur les compagnies du Québec*. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus « Interbus » reliant les villes de Sept-Îles et de Port-Cartier.

Au 31 décembre, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

	2025		2024	
Actifs	1 296 379	\$	1 802 277	\$
Passifs	225 874	\$	684 317	\$
Actifs nets	1 070 505	\$	1 117 960	\$
Revenus	1 224 454	\$	1 224 702	\$
Dépenses	1 271 909	\$	1 177 324	\$
Surplus (Déficit)	(47 455)	\$	47 378	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Corporation Touristique de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles subventionne la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. En 2025, la Ville a versé une contribution de 915 650 \$ (739 000 \$), incluant une contribution de 130 800 \$ en référence avec la gestion des activités au Lac des Rapides, une contribution de 258 450 \$ pour la gestion des activités de l'Archipel ainsi qu'une contribution spéciale pour le kiosque sur l'histoire de la pêche de 10 250 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3^e partie de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

	2025		2024	
Actifs	827 412	\$	706 839	\$
Passifs	239 713	\$	166 941	\$
Actifs nets	587 699	\$	539 898	\$
Revenus	1 087 324	\$	926 594	\$
Dépenses	1 028 872	\$	1 031 558	\$
Surplus (Déficit)	58 452	\$	(104 964)	\$

Développement Économique Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles subventionne Développement Économique Sept-Îles inc. En 2025, la Ville a versé une contribution de 823 320 \$ (910 000 \$ en 2024). Ladite corporation est constituée en vertu de la 3^e partie de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025		2024	
Actifs	469 757	\$	669 528	\$
Passifs	104 152	\$	250 835	\$
Actifs nets	365 605	\$	418 693	\$
Revenus	1 075 788	\$	1 115 564	\$
Dépenses	1 128 876	\$	1 249 553	\$
Déficits	(53 088)	\$	(133 989)	\$

Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

En 2025, la Ville a versé des honoraires de gestion de 240 000 \$ (240 000 \$ en 2024) en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 49 250 \$ (45 100 \$ en 2024).

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3^e partie de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

	2025		2024	
Actifs	3 071 828	\$	2 828 147	\$
Passifs	2 061 844	\$	2 024 064	\$
Actifs nets	1 009 984	\$	804 083	\$
Revenus	1 685 634	\$	1 557 490	\$
Dépenses	1 479 733	\$	1 388 019	\$
Surplus	205 901	\$	169 471	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

b) Partenariats

Municipalité Régionale de Comté (M.R.C.) de Sept-Rivières

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville de Sept-Îles, conjointement avec les autres villes membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire. De plus, en 2025, la Ville avait congé de la quote-part pour les équipements supralocaux, soit pour les dépenses d'exploitation de la Station récréotouristique de Gallix, toutefois demeurait la quote-part pour l'entretien du chemin de Gallix et une contribution spéciale pour le plan de vitalisation de la Station, une autre quote-part pour la lutte contre la baisse démographique, une pour le contrat de service avec Airmédic, une contribution spéciale pour le financement du transport collectif entre Sept-Îles et Port-Cartier, en plus de sa participation à la révision et au bilan du PGMR, pour terminer avec une quote-part reliée aux services de l'archiviste et de l'entreposage. La participation de la Ville pour l'exercice 2025 totalise 348 065 \$ et se détaille comme suit :

	2025		2024	
Équipements supralocaux (Station récréotouristique)	-	\$	304 257	\$
Plan de vitalisation de la Station de ski de Gallix	81 502		-	
Équipements supralocaux (entretien du chemin de Gallix)	39 563		32 405	
Équipements supralocaux (conduite pour canons à neige)	-		23 600	
Lutte contre la baisse démographique	137 673		132 177	
Entente de service avec Airmédic	2 847		5 039	
Transport collectif - Interbus	61 795		8 457	
Révision et bilan (stratzer) du PGMR	3 771		3 608	
Archives & entreposage	<u>20 914</u>		<u>20 640</u>	
Total :	<u>348 065</u>	\$	<u>530 183</u>	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute, en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception annuel auquel s'ajoutent les dépôts des rôles de perception complémentaires, résultant de modifications au rôle d'évaluation;
- Les revenus de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors de l'adoption des règlements annuels de taxation et ajustés, à la hausse ou à la baisse, lors de l'émission d'un « certificat de l'évaluateur et avis de modification du rôle d'évaluation foncière », et ce, uniquement pour les compensations tenant lieu de taxes non assujettis au taux global de taxation (TGT);
- Les revenus de transfert sont constatés à l'état consolidé des résultats, avec inscription de débiteurs en contrepartie, dans l'exercice au cours duquel la Ville réalise des dépenses admissibles en vertu d'une entente, que les transferts soient versés comptant ou sur la base d'un service de dette;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du changement du titre de propriété, tel qu'il apparaît à l'acte de transfert notarié ou sous seing privé;
- Les revenus d'amendes sont comptabilisés à titre de recevables à la date de l'émission des constats d'infraction mais ne sont reconnus comme des revenus qu'au moment où l'amende devient officiellement acquise, soit par un plaidoyer de culpabilité signifié, un délai de contestation échu ou lorsqu'un jugement de la cour devient exécutoire;
- Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés;
- Le produit de cession des immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services, lorsqu'ils sont rendus.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Ville, conformément aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public*, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la provision pour la désuétude des stocks de fournitures et de matériaux, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et charges sociales, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et de la provision pour contestations d'évaluation, ainsi que des réclamations en justice, et enfin, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La pratique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable, s'il y a lieu.

Placements

Les placements à titre d'investissement sont comptabilisés au coût. Les autres placements sont également comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable, s'il y a lieu.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la Ville détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garantie.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée, le cas échéant, par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé, le cas échéant, au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé, le cas échéant, est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les obligations prévues aux conventions d'aides financières sont respectées.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds régional pour les carrières, sablières et gravières et destinés à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds de stationnement sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les immobilisations acquises par voie de donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Nature des immobilisations	Durée de vie utile						
Infrastructures municipales			15,	20	et	40	ans
Bâtiments				30	et	40	ans
Améliorations locatives						15	ans
Véhicules				5	et	10	ans
Ameublement, équipement de bureau, informatique et logiciel				5	et	10	ans
Machinerie, outillage et équipement divers				10	et	20	ans
Autres - Immobilisations des organismes contrôlés	4,	5,	7,	10	et	20	ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus

La Ville reconnaît un transfert gouvernemental à titre de revenu lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité, le cas échéant, ont été respectés. Un transfert gouvernemental dont les stipulations donnent lieu à une obligation qui répond à la définition d'un passif est reconnu comme un passif. Dans de telles circonstances, la Ville comptabilise les revenus au fur et à mesure que le passif est réglé. Les transferts d'actifs non amortissables sont comptabilisés dans les produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir.

G) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur. Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus. Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régime de retraite à prestations déterminées et avantages sociaux futurs

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite, la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1^{er} janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* («Loi RRSM») le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

La Cour supérieure du Québec a déclaré dans sa décision du 9 juillet 2020 que les articles 16 et 17 de la *Loi RRSM* étaient inconstitutionnels, invalides et inopérants. Ce faisant, la suspension de l'indexation de la rente des retraités au sens de la Loi RRSM a été invalidée. Cette décision a été portée en appel et le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rendu sa décision et a confirmé la conclusion du jugement de la Cour supérieure. Cette décision a également été portée en appel auprès de la Cour suprême du Canada par les différentes parties, mais la Cour suprême a annoncé le 11 avril 2024 qu'elle refusait d'entendre les appels.

Cela vient confirmer l'application de la *Loi RRSM*, à l'exception des articles qui permettaient de suspendre l'indexation des rentes des retraités qui ont été jugés inconstitutionnels. Suite à cette décision, une estimation des engagements supplémentaires relativement au rétablissement de l'indexation aux retraités a été effectuée et ces engagements supplémentaires ont été reconnus dans les présents résultats. Cette estimation ne tient compte d'aucune mesure réparatrice qui pourrait être décrétée par la Cour supérieure, autre qu'une estimation des intérêts qui pourraient devoir être ajoutés sur les montants d'indexation non accordés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante : valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

H) Dépenses constatées à taxer ou à pouvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pouvoir (DCTP) dans le futur représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, tous les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle des instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation à recevoir, les prêts, les placements de portefeuille, et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les entrées de trésorerie futures estimées sur la durée de vie prévue de l'actif financier à la valeur comptable de l'actif financier.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

Tous les actifs financiers sont soumis chaque année à un test de dépréciation. La direction prend en considération si la société émettrice a subi des pertes continues pendant plusieurs années, l'expérience récente en matière de recouvrement de la créance, telle qu'une défaillance ou un retard dans les paiements d'intérêts ou de principal, etc. Toute dépréciation, qui n'est pas considérée comme temporaire, est comptabilisée dans l'état des résultats. Les réductions de valeur d'actifs financiers évalués au coût et/ou au coût amorti pour refléter des pertes de valeur ne sont pas reprises pour des augmentations de valeur ultérieures.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

J) Autres éléments**Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 31 627 977	38 952 241
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	
Autres éléments		
▪ Organismes contrôlés - Fonds de caisse	3.1 2 749 501	2 533 368
▪ Organismes contrôlés - Placements à CT	3.2	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 34 377 478	41 485 609
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6 34 377 478	41 485 609
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7 19 989 117	17 658 453
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	976 972	4 110 518
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	70	2 801
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	41 701 530	19 428 960
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	10 631 510	3 923 887
Organismes municipaux	13	8 745 361	993 675
Autres			
▪ Administration municipale	14.1	7 106 290	5 542 048
▪ Organismes contrôlés	14.2	1 068 078	914 315
	15	70 229 811	34 916 204
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	15 828 963	11 517 744
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19	768 304	825 109
	20	16 597 267	12 342 853
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	528 905	375 470
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23		1 853 103
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	19 379 979	10 003 419
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	158 987	1 705 340
Ministère de la Culture et des Communications	26	1 965 072	2 154 539
Autres ministères/organismes	27	20 197 492	3 712 559
	28	41 701 530	19 428 960

Note**6. Prêts**

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪ Prêt - Station de ski de Gallix	31.1		50 000
	32		50 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note

Le 14 mai 2018, par sa résolution n° 1805-295, le conseil municipal accordait un prêt de 500 000 \$ au Comité de relance de la Station de ski de Gallix inc., et ce, pour pallier au manque de liquidité provenant des engagements (promesses de dons) à recevoir. Le prêt était sans intérêt et remboursable en cinq (5) versements annuels égaux de 50 000 \$, échéant en 2023. En 2021, en raison des fortes pluies ayant entraîné l'affaissement des installations du remonte-pente mécanique, le dernier 100 000 \$, suivant la résolution n° 2205-313 avait été reporté. Le 15 février 2025, le prêt fut remboursé en totalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

7. Placements de portefeuille

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	539 252	491 682
Autres placements	35	425 800	615 218
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	965 052	1 106 900
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	425 800	615 218
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note

Placements affectés à la réserve pour autobus totalisant 425 800 \$ provenant de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. en date du 31 décembre 2025 (615 218 \$ en 2024).

8. Autres actifs financiers

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'une marge de crédit sous forme de découvert bancaire d'un montant autorisé de 5 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel variable des institutions financières canadiennes auquel est appliqué un escompte de 1.55 % (TP moins 1,55 %) . Aucun montant n'est utilisé en date du 31 décembre 2025 (0 \$ pour 2024).

Les divers emprunts temporaires, en attente de financement à long terme, dont les maximums autorisés totalisent 126 980 000 \$ (19 550 000 \$ en 2024) portent intérêts au taux préférentiel variable des institutions financières canadiennes (4,45% au 31 décembre 2025) auquel est appliqué un escompte de 1.55 % (TP moins 1,55 %) et se détaillent comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description	2025		2024		Maximum autorisé	
Règlement n° 1063-256 (Mise à niveau - Usine de traitement de d'eau potable)	-	\$	6 485 000	\$		\$
Règlement n° 1995-573 (Travaux municipaux 2024)	-		1 615 000			
Règlement n° 2024-608 (Construction d'un nouvel aréna)	12 692 000		-		78 500 000	
Règlement n° 2025-612 (Travaux de réfection de la rue des Fougères - Secteur Ferland)	3 018 000		-		4 230 000	
Règlement n° 2024-599 (Mise aux normes des installations de traitement des eaux usées - Moisie)	2 706 000		-		17 750 000	
Règlement n° 2024-598 (Prolongement du réseau d'aqueduc - Place de la Boule)	1 620 000		-		10 460 000	
Règlement n° 2024-581 (Réfection de l'aire de jeux - Parc du Vieux-Quai)	617 000		-		840 000	
Règlement n° 2022-532 (Travaux de mise à niveau de l'usine de traitement de l'eau potable)	450 000		-		15 200 000	
Total emprunté au 31 décembre 2025 :	21 103 000	\$	8 100 000	\$	126 980 000	\$

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	22 517 023	10 565 375
Salaires et avantages sociaux	45	3 801 527	3 629 654
Dépôts et retenues de garantie	46	8 543 857	5 396 711
Provision pour contestations d'évaluation	47	156 225	2 053 767
Autres			
▪ Intérêts sur la DLT	48.1	1 344 790	1 169 170
▪ Organismes contrôlés	48.2	416 724	499 606
	49	36 780 146	23 314 283

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	526 919	460 453
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪ Fonds Sécurité Routière MTQ - Frais d'émission	55.1	5 839	11 679
▪ Fonds Développement Culturel du MCC	55.2	75 323	26 181
▪ Fonds Développement Économique - MRC	55.3		
▪ Constats d'infraction	55.4		226 429
▪ MSP - Programme d'atténuation des risques liés aux feux de forêt	55.5	232 549	255 048
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	4 116 159	3 737 943
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	17 786	17 786
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59	33 000	27 500
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Administration municipale	62.1	155 254	158 861
▪ Organismes contrôlés	62.2	694 873	565 019
	63	5 857 702	5 486 899

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	4,25	2026	2053	64	121 378 000	112 711 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69	768 304	825 109
					70	122 146 304	113 536 109
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(298 568)	(225 548)
					72	121 847 736	113 310 561

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73	8 098 000		66 636	8 164 636
2027	74	7 737 000		71 949	7 808 949
2028	75	8 057 000		77 686	8 134 686
2029	76	7 157 000		83 879	7 240 879
2030	77	7 397 000		90 566	7 487 566
2031 et plus	78	82 932 000		377 588	83 309 588
	79	121 378 000		768 304	122 146 304
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	()
	81	121 378 000		768 304	122 146 304

Note

Autres dettes à long terme d'organismes contrôlés :

Emprunt d'un montant initial de 859 300 \$ par la Corporation de la Salle de spectacle de Sept-Îles inc., portant intérêt au taux de 7,82 %, remboursable par versements semestriels de 62 726 \$ incluant le capital et les intérêts, renouvelable en juillet 2028 et échéant en juillet 2033, garanti par deux hypothèques d'un montant de 1 300 000 \$ et de 260 00 \$ sur les subventions à recevoir relatives au « Projet de remplacement des équipements techniques » d'une valeur comptable nette de 592 382 \$. Le solde en date du 30 juin 2025 était de 768 304 \$ (825 109 \$ en 2024) et les versements des 5 prochaines années indiqués à la note ci-dessus (sous le titre « Autres dettes à long terme »).

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (632 900)	(218 800)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (5 430 100)	(5 170 500)
	84 (6 063 000)	(5 389 300)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 2 570 200	4 336 300
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 348 900	282 600
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 52 250	49 214
	90 2 971 350	4 668 114

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

14. Autres passifs

		2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	1 630 257	1 598 906
Autres			
▪ OLMHS - Fermeture et après fermeture du LES	93.1	5 006 382	4 349 759
	94	6 636 639	5 948 665
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	1 598 906	
Passifs engagés	96		1 567 555
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	31 351	31 351
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	1 630 257	1 598 906

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	77 422 584	14 901 341		92 323 925
Eaux usées	102	76 175 826	3 841 676		80 017 502
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	167 654 612	9 302 467		176 957 079
Autres					
▪ LET, éclairage, parcs, stationnemen	104.1	87 172 594	18 654 759		105 827 353
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	95 251 424	2 247 887	9 133	97 490 178
Améliorations locatives	107	105 610			105 610
Véhicules	108	10 761 899	85 441	(1 085 601)	11 932 941
Ameublement et équipement de bureau	109	4 468 189	156 551	9 759	4 614 981
Machinerie, outillage et équipement divers	110	14 211 504	195 198	2 047 420	12 359 282
Terrains	111	3 148 441			3 148 441
Autres	112	2 391 779	52 353	721 909	1 722 223
	113	538 764 462	49 437 673	1 702 620	586 499 515
Immobilisations en cours	114	36 468 356	16 606 338		53 074 694
	115	575 232 818	66 044 011	1 702 620	639 574 209
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	45 852 424	1 581 734		47 434 158
Eaux usées	117	41 071 155	1 706 175		42 777 330
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	103 585 435	3 976 626		107 562 061
Autres					
▪ LET, éclairage, parcs, stationnemen	119.1	39 966 922	2 464 641		42 431 563
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	37 294 401	2 314 681	9 133	39 599 949
Améliorations locatives	122	79 042	7 041		86 083
Véhicules	123	5 855 097	750 582	709 569	5 896 110
Ameublement et équipement de bureau	124	3 125 583	244 496	9 758	3 360 321
Machinerie, outillage et équipement divers	125	7 117 719	597 680	43 000	7 672 399
Autres	126	1 710 351	121 229	721 909	1 109 671
	127	285 658 129	13 764 885	1 493 369	297 929 645
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	289 574 689			341 644 564
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Immobilisations corporelles des organismes contrôlés :

Le total des immobilisations corporelles des organismes contrôlés et de l'amortissement accumulé s'y rattachant sont présentés aux lignes « Autres », soit aux lignes 112 et 126 du tableau ci-dessus.

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	188 722	238 858
Immeubles industriels municipaux	133	297 192	297 192
Autres	134	220 000	220 000
	135	705 914	756 050
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	705 914	756 050

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Administration municipale	143.1	77 639	80 165
Autres			
▪ Organismes contrôlés	144.1	54 731	20 961
	145	132 370	101 126

Note**19. Obligations contractuelles**

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2030. Les versements futurs s'élèvent à environ 41 312 760 \$ et comprennent les contrats suivants :

a) Cueillette & transport des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial) & gestion des écocentres

La Ville s'est engagée par contrats, pour la cueillette des matières résiduelles et recyclables sur son territoire ainsi que pour l'exploitation des écocentres. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 26 944 466 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 16 591 248 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2030 sont les suivants :

2026	4 874 110 \$
2027	5 011 454 \$
2028	5 163 307 \$
2029	1 536 148 \$
2030	6 229 \$

b) Services professionnels en évaluation foncière

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1^{er} novembre 2020 au 31 octobre 2026, pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 4 608 056 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 519 086 \$ et le paiement minimum exigible jusqu'en octobre 2026 est le suivant :

2026	519 086 \$
------	------------

c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire (LET)

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage, le tri, les échantillonnages et analyses des biogaz et des eaux souterraines, les vidanges des bassins et toutes autres opérations d'exploitation du LET. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 11 076 756 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 6 116 570 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2029 sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

2026	2 035 258 \$
2027	2 012 860 \$
2028	2 035 004 \$
2029	33 448 \$

d) Entretien et opérations liés à la gestion des eaux usées

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien des stations de pompage d'égout, l'entretien préventif des soufflantes des eaux usées ainsi que pour l'analyse des échantillons des eaux usées et des sols. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 2 851 109 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 1 334 933 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2027 sont les suivants :

2026	709 260 \$
2027	625 673 \$

e) Entretien du dépôt à neige

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 15 novembre 2023 au 15 avril 2026, pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 962 755 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 205 129 \$ et le paiement minimum exigible jusqu'en avril 2026 est le suivant :

2026	205 129 \$
------	------------

f) Entretien des chemins en hiver, des stationnements et autres

La Ville s'est engagée, par contrats, relativement à l'entretien des chemins en hiver, au déneigement des stationnements, de la promenade et des bornes-fontaines. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 8 210 175 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 4 638 366 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2030 sont les suivants :

2026	1 777 003 \$
2027	1 529 812 \$
2028	852 040 \$
2029	417 121 \$
2030	62 390 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

g) Achat de fournitures en vrac avec l'UMQ (pneus, essence, diesel & mazout)

La Ville a adhéré au regroupement d'achats de l'UMQ menant à l'adjudication de contrats d'achats regroupés, relativement à l'approvisionnement en vrac de plusieurs matériels et fournitures. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 3 651 031 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 2 326 173 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2028 sont les suivants :

2026	1 046 638 \$
2027	1 023 628 \$
2028	255 907 \$

h) Entretien des bâtiments municipaux

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à environ 3 193 663 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 935 590 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2030 sont les suivants :

2026	713 660 \$
2027	142 988 \$
2028	37 812 \$
2029	27 100 \$
2030	14 030 \$

i) Assurances collectives

La Ville s'est engagée, par contrat, pour une durée de (4) ans, soit pour la période du 1^{er} avril 2025 au 31 mai 2029, et ce, pour le régime d'assurances collectives (soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée, l'assurance maladie), le programme d'aide aux employés (PAE), auquel s'est ajouté le service de télémédecine. Le montant à payer, suivant ces contrats, se chiffre à environ 6 010 232 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2025 est de 4 899 156 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2029 sont les suivants :

2026	1 436 426 \$
2027	1 430 180 \$
2028	1 430 180 \$
2029	602 370 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

j) Autres contrats

La Ville s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2025, et ce, en relation avec divers contrats tels, le contrôle des insectes piqueurs, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, les baux de location, les auditeurs externes, les actuaires et autres engagements. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à environ 6 506 903 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2025 est de 3 746 509 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2030 sont les suivants :

2026	1 743 931 \$
2027	1 287 043 \$
2028	373 716 \$
2029	303 707 \$
2030	38 112 \$

Fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement technique (LET)

La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret n° 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engageait à verser au patrimoine fiduciaire un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2013 de cette fiducie était de 22 ans, soit jusqu'en 2035 ou avant, dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte (1 253 500 m³), et la contribution de la Ville était révisée à 3,81 \$, tel que confirmé le 28 novembre 2014 par le ministère, et ce, pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2018. Les coûts de gestion post-fermeture du LET pour la période de 2019 à 2023 ont été révisés et la contribution établie à 5,21 \$ / m³, tel que confirmé le 12 août 2019 par le ministère, et après révision des volumes annuels moyens, la durée de vie résiduelle réévaluée à 14,3 ans, soit jusqu'en 2032. Le 6 juin 2024, suivant le dépôt de notre dernière réévaluation des données pour 2024-2028 au MELCCFP, la contribution unitaire s'élève maintenant à 7,67 \$ par m³ et la période de capitalisation devancée à 2029 pour des décaissements prévus sur 30 ans, se terminant en 2059.

La contribution versée en date du 31 décembre 2025, pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 s'élève à 429 520 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2025 s'élève à 5 006 382 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

20. Droits contractuels

Les droits contractuels sont estimés à 22 287 953 \$. Ils représentent des revenus futurs auxquels la Ville de Sept-Îles aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 6 049 549 \$, des services rendus de 16 033 628 \$, de même que des baux et autres locations de locaux pour 204 776 \$.

L'échéancier des droits contractuels est établi comme suit :

Droits contractuels estimés pour l'année 2026	2 593 017	\$
Droits contractuels estimés pour l'année 2027	2 591 852	
Droits contractuels estimés pour l'année 2028	2 576 368	
Droits contractuels estimés pour l'année 2029	2 563 857	
Droits contractuels estimés pour l'année 2030	2 552 209	
Droits contractuels estimés pour l'année 2031 et suivantes	<u>9 410 650</u>	
Total :	<u>22 287 953</u>	\$

21. Passifs éventuels**Acquisition d'un terrain sur la rue Holliday (développement domiciliaire)**

En 2024, la Ville a signifié un avis d'expropriation visant un lot situé sur la rue Holliday. Les audiences devant le Tribunal administratif du Québec (TAQ) se sont tenues en 2025 et une décision a été rendue le 25 février 2026, laquelle ordonnait à la Ville de verser une indemnité de 4 260 688 \$. À l'expiration du délai d'appel, cette somme a été acquittée et le dossier est désormais clos.

Déconstruction de l'Hôtel de Ville

En 2025, un groupe de citoyens a procédé à des demandes d'injonction provisoire, de contrôle judiciaire et de sursis pour empêcher la déconstruction de l'hôtel de ville. Les demandes d'injonction provisoire et d'ordonnance de sursis ayant été rejetées, le groupe s'est désisté de sa demande de contrôle judiciaire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪ MDDELCC - LET	146.1	300 000	300 000
▪ MDDELCC - Plateforme de compostage	146.2	171 333	171 333
▪ SPCA	146.3		5 000
▪ MOCSI	146.4	42 000	42 000
	147	513 333	518 333
Dettes à long terme			
▪ Friperie et Centre de dépannage SI	148.1	157 500	187 500
	149	157 500	187 500
	150	670 833	705 833

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) :

À la demande du MDDELCC, la Ville contractait auprès de ses assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois (3) ans, échéant le 19 juillet 2027.

À la demande du MDDELCC, le 1^{er} septembre 2024, la Ville contractait auprès de ses assureurs, un cautionnement en référence au règlement « Règlement sur les garanties financières exigibles pour l'exploitation d'une installation de vaporisation de matières organiques résiduelles (RLRQ, c.Q2, r28.1) » pour un montant de 171 333 \$, émis pour une période de trois (3) ans, échéant le 31 août 2027.

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord (SPCA) :

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit, et ce, afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs. Les obligations liées à ce cautionnement se sont éteintes avec l'annulation de la carte de crédit en 2025.

Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles (MOCSI) :

Le 27 janvier 2014, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles autorisait un contrat de cautionnement en relation avec l'augmentation d'une limite de marge de crédit passant ainsi de 30 000 \$ à 42 000 \$. En date du 31 décembre 2025, le crédit était inutilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Friperie et Centre de dépannage Sept-Îles inc. :

Le 18 février 2016, le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) autorisait la Ville de Sept-Îles à se porter caution des obligations de l'organisme auprès de la BMO-Banque de Montréal pour un emprunt de 450 000 \$ sur 15 ans, selon les termes d'une convention de prêt datée du 20 janvier 2016, et ce, suivant la résolution du conseil municipal adoptée le 25 janvier 2016. En date du 31 décembre 2025, le solde de l'emprunt était de 157 500 \$.

B) Auto-assurance

S/0

C) Poursuites

S/0

D) Autres

S/0

22. Actifs éventuels

Contestations - Demandes de paiements en remplacement d'impôts (PERI)

La Ville de Sept-Îles réclame à l'Administration portuaire de Sept-Îles des demandes de paiement en remboursement d'impôt (PERI) pour les immeubles fédéraux en fonction des valeurs compensables identifiées par l'évaluateur.

Le 13 février 2024, le Comité consultatif du programme PERI a émis son rapport de recommandation confirmant que la valeur du bloc Z établie par l'évaluateur de la Ville est justifiée mais que la valeur des claims miniers devrait en réduire l'évaluation. À la suite de la décision de l'Administration portuaire de Sept-Îles confirmant qu'elle n'entend pas donner suite à la recommandation du Comité, la Ville a déposé le 20 janvier 2025 une demande en contrôle judiciaire auprès de la Cour fédérale. Au cours de l'année 2025, les étapes procédurales, incluant la production des affidavits, la tenue des interrogatoires et le dépôt des mémoires, ont été complétées. À ce jour, la date de l'audience devant la Cour n'est pas connue.

Les demandes de paiements adressées en lien avec ce litige totalisent 634 726 \$, et ce, pour les années 2016 à 2025. Conséquemment, devant cette incertitude une provision a été comptabilisée aux états financiers au 31 décembre 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/0

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/0

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville avec sa résolution n° **2412-719**, lors de la séance extraordinaire du **3 décembre 2024**, est présentée dans les informations sectorielles.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2025, lesquelles ne sont pas reflétées dans les colonnes « Budget ».

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui lui assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des comptes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités), aux prêts, aux placements de portefeuille, aux dérivés et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025		2024	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34 377 478	\$	41 485 609	\$
Débiteurs	13 359 680		8 360 456	
Prêts	-		50 000	
Placements de portefeuille	965 052		1 106 900	
Dérivés	-		-	
Autres créances à recevoir	-		-	
Total :	48 702 210	\$	51 002 965	\$

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les comptes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement.

Le risque de crédit associé aux taxes municipales est presque nul puisque la Ville peut, en dernier recours, se prévaloir de la vente pour défaut de non-paiement de taxes et ainsi recouvrer la quasi-totalité desdites taxes. Les taxes municipales totalisent 976 972 \$ en date du 31 décembre 2025 (4 110 518 \$ en 2024).

L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025		2024	
Non en souffrance	67 013 442	\$	32 295 181	\$
En souffrance :				
Moins de 1 an	2 849 519		2 452 831	
De 1 à 2 ans	463 446		149 803	
Plus de 2 ans	<u>432 309</u>		<u>393 859</u>	
Total avant déduction de la provision pour créances douteuses	70 758 716	\$	35 291 674	\$
Moins la provision pour créances douteuses	(528 905)		<u>(375 470)</u>	
Total :	70 229 811	\$	34 916 204	\$

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses (PMC) s'établissent comme suit :

Solde au début de la PMC	375 470	\$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice (nette des recouvrements)	<u>153 435</u>	
Solde à la fin de la PMC	528 905	\$

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde du prêt, présenté à l'état de la situation financière, correspond à l'exposition maximale au risque de crédit. Le degré d'irrécouvrabilité et le risque de perte sont nuls puisque le prêt a été remboursé en totalité, le 15 février 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Placements de portefeuille

L'organisme municipal atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Il s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par les gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

En date du 31 décembre 2025, le placement de la Ville représente sa quote-part du fonds en fidéicomis du Programme d'assurances de dommages de l'UMQ. La Ville de Sept-Îles est regroupée avec les Villes de Drummondville et de Salaberry-de-Valleyfield. Les quotes-parts annuelles sont versées dans un compte bancaire en fidéicomis dans une institution financière reconnue, géré par l'UMQ. Après le délai de prescription applicable aux réclamations d'assurance (12 mois pour le volet « biens », 36 mois pour le volet « responsabilité civile primaire » ou après que toutes les réclamations rapportées soient complètement réglées, et ce, après autorisation obtenue de l'assureur, le solde résiduel du compte de fonds de garantie (nets des frais) est remis aux municipalités participantes au prorata de leur quote-part.

En date du 31 décembre 2025, le Placement de la CTASI est constitué de deux (2) placements à terme de 200 000 \$ chacun, majoré des intérêts courus. Le premier échéant le 3 juin 2026 et le second, le 3 juin 2027.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

	2025									
	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
Emprunts temporaires	21 103 000	\$	-	\$	-	\$	-	\$	21 103 000	\$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	22 933 747		-		-		-		22 933 747	
Intérêts courus à payer	1 344 790		-		-		-		1 344 790	
Dettes à long terme	<u>8 080 399</u>		<u>15 808 796</u>		<u>14 648 953</u>		<u>83 309 588</u>		<u>121 847 736</u>	
Total :	53 461 936	\$	15 808 796	\$	14 648 953	\$	83 309 588	\$	167 229 273	\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

										2024	
	Moins d'un an		De 1 à 3 ans		De 4 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total		
Emprunts temporaires	8 100 000	\$	-	\$	-	\$	-	\$	8 100 000	\$	
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	11 064 981		-		-		-		11 064 981		
Intérêts courus à payer	1 169 170		-		-		-		1 169 170		
Dettes à long terme	<u>8 334 281</u>		<u>15 584 892</u>		<u>14 932 145</u>		<u>74 459 243</u>		<u>113 310 561</u>		
Total :	28 668 432	\$	15 584 892	\$	14 932 145	\$	74 459 243	\$	133 644 712	\$	

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

Risque de change

Dans le cours normal de son exploitation, l'organisme municipal ne réalise aucune opération en dollar américain (ou autre devise) et n'est donc pas exposé aux fluctuations des devises.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon les échéances prévues, il est peu exposé à ce risque.

Autre risque de prix

L'autre risque de prix auquel l'organisme municipal est exposé est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de l'organisme municipal à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

27. Événement subséquent – Vente du terrain de l’ancien hôtel de ville et indemnités

Postérieurement à la date de clôture des états financiers, soit le 23 avril 2026, la Ville de Sept-Îles a procédé à la signature de l’acte notarié donnant suite à la promesse bilatérale de vente et d’achat intervenue le 22 mai 2024 avec le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord (CISSSCN), relativement à la vente des lots 2 829 591 et 3 081 531 du cadastre du Québec, correspondant au terrain de l’ancien hôtel de ville.

Cette transaction, au montant de 19 336 989.47\$, correspond à la vente de l’immeuble, de même qu’au règlement des indemnités prévues à la promesse bilatérale, notamment celles relatives à la démolition de l’ancien hôtel de ville, au surcoût de la construction du nouvel hôtel de ville et aux frais de relocalisation du personnel municipal.

Cet événement subséquent n’a pas donné lieu à un ajustement aux états financiers, mais il est présenté à titre d’information, le dossier étant réglé à compter de la signature de l’acte notarié. Aucune obligation financière, provision ou éventualité relative à ce dossier ne subsiste après cette date, outre les frais de location engagés par la Ville, lesquels seront remboursés par le CISSSCN.

28. Chiffres comparatifs

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l’exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement		Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	70 268 783	74 330 730	72 897 017		72 897 017
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 647 564	7 390 290	7 327 609		7 327 609
Quotes-parts	3					
Transferts	4	5 330 536	2 870 080	2 838 717		3 051 586
Services rendus	5	5 986 943	4 243 550	5 876 776		1 557 446
Imposition de droits	6	1 750 152	1 255 810	1 854 491		1 854 491
Amendes et pénalités	7	320 431	476 000	841 866		841 866
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	2 694 638	1 831 250	2 021 105		93 100
Autres revenus						
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10		2 398 000	3 521 423		3 521 423
Autres	11	2 480 021		1 948 708		254 733
Effet net des opérations de restructuration	12					
	13	96 479 068	94 795 710	99 127 712		4 956 865
Investissement						
Taxes	14					
Quotes-parts	15					
Transferts	16	4 809 862	19 280 500	25 449 662		25 449 662
Imposition de droits	17					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	18					
Autres	19	1 792 388	6 037 200	16 692 263		16 692 263
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20					
Effet net des opérations de restructuration	21					
	22	6 602 250	25 317 700	42 141 925		42 141 925
	23	103 081 318	120 113 410	141 269 637		4 956 865
						143 949 433

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	103 081 318	120 113 410	141 269 637		4 956 865	143 949 433
Charges							
Administration générale	25	9 338 692	10 033 720	11 036 293	194 856		11 231 149
Sécurité publique	26	11 432 499	10 645 040	11 172 361	509 073		11 681 434
Transport	27	11 407 320	12 124 210	12 359 754	5 316 629	1 269 973	18 701 856
Hygiène du milieu	28	23 247 488	22 200 630	23 419 702	4 473 487		27 893 189
Santé et bien-être	29	495 418	510 580	529 129			529 129
Aménagement, urbanisme et développement	30	4 135 733	4 207 670	7 533 221	118 836	2 161 840	8 070 578
Loisirs et culture	31	13 399 511	13 988 030	13 441 720	3 030 775	1 259 801	17 443 046
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	3 863 389	4 638 660	4 558 686		112 092	4 670 778
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	12 876 977	12 876 977	13 643 656 (	13 643 656)		
	36	90 197 027	91 225 517	97 694 522		4 803 706	100 221 159
Excédent (déficit) lié aux activités	37	12 884 291	28 887 893	43 575 115		153 159	43 728 274

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025	Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	12 884 291	28 887 893	43 575 115	43 728 274
Moins : revenus d'investissement	2 (	6 602 250)	25 317 700)	42 141 925)	42 141 925)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	6 282 041	3 570 193	1 433 190	1 586 349
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Amortissement	4	12 876 977	12 876 977	13 643 656	13 764 885
Produit de cession	5			96 372	102 522
(Gain) perte sur cession	6	295 676		112 879	106 729
Réduction de valeur / Reclassement	7			(6 150)	
	8	13 172 653	12 876 977	13 852 907	13 974 136
Propriétés destinées à la revente					
Coût des propriétés vendues	9	53 831		50 136	50 136
Réduction de valeur / Reclassement	10	161 064			
	11	214 895		50 136	50 136
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Remboursement ou produit de cession	12	107 330		50 000	50 000
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	53 094		46 144	46 144
	15	160 424		96 144	96 144
Financement					
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 266 509		221 818	221 818
Remboursement de la dette à long terme	17 (	11 460 647)	11 248 060)	11 248 688)	11 305 493)
	18	(10 194 138)	(11 248 060)	(11 026 870)	(11 083 675)
Affectations					
Activités d'investissement	19 (	6 096 299)	(4 007 400))	2 636 080)	2 688 433)
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 200 000		3 405 213	3 044 631
Excédent de fonctionnement affecté	21			446 272	671 854
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 663 322)	(1 840 000)	(1 253 821)	(1 253 821)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	1 493 148	(50 000)	(74 407)	(74 407)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24				
	25	(5 066 473)	2 117 400	(112 823)	(300 176)
	26	(1 712 639)	3 746 317	2 859 494	2 736 565
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 569 402	7 316 510	4 292 684	4 322 914

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 602 250	42 141 925	42 141 925
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	488 342)(	1 941 860)(	) (1 941 860)
Sécurité publique	3 (	340 148)(	121 384)(	) (121 384)
Transport	4 (	7 052 856)(	9 071 942)(	15 917)(9 087 859)
Hygiène du milieu	5 (	27 301 541)(	28 326 812)(	) (28 326 812)
Santé et bien-être	6 () () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	98 267)(	884 544)(	2 144)(886 688)
Loisirs et culture	8 (	3 825 510)(	25 645 116)(	34 292)(25 679 408)
Réseau d'électricité	9 () () () (
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () (
	11 (	39 106 664)(	65 991 658)(	52 353)(66 044 011)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 () () () (
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 (	114 084)(	93 714)(	) (93 714)
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	21 929 521	14 314 469	14 314 469
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	6 096 299	2 636 080	52 353 2 688 433
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	3 180 581	718 748	718 748
Excédent de fonctionnement affecté	17		1 267 121	1 267 121
Réserves financières et fonds réservés	18	753 925	1 094 000	1 094 000
	19	10 030 805	5 715 949	52 353 5 768 302
	20	(7 260 422)	(46 054 954)	(46 054 954)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(658 172)	(3 913 029)	(3 913 029)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	38 952 241	31 627 977	2 749 501	34 377 478
Débiteurs (note 5)	2	34 001 889	69 161 733	1 161 341	70 229 811
Prêts (note 6)	3	50 000			
Placements de portefeuille (note 7)	4	491 682	539 252	425 800	965 052
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	73 495 812	101 328 962	4 336 642	105 572 341
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	8 100 000	21 103 000		21 103 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	22 814 677	36 363 422	509 987	36 780 146
Revenus reportés (note 11)	12	4 921 880	5 162 829	694 873	5 857 702
Dettes à long terme (note 12)	13	112 485 452	121 079 432	768 304	121 847 736
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	5 389 300	6 063 000		6 063 000
Autres passifs (note 14)	15	5 948 665	6 636 639		6 636 639
	16	159 659 974	196 408 322	1 973 164	198 288 223
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(86 164 162)	(95 079 360)	2 363 478	(92 715 882)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	288 893 261	341 032 012	612 552	341 644 564
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	756 050	705 914		705 914
Stocks de fournitures	20	2 414 303	2 818 527	3 032	2 821 559
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	80 165	77 639	54 731	132 370
	23	292 143 779	344 634 092	670 315	345 304 407
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	17 180 756	14 656 165	1 580 441	16 236 606
Excédent de fonctionnement affecté	25	5 293 532	5 816 453	840 800	6 657 253
Réserves financières et fonds réservés	26	4 028 247	4 645 068		4 645 068
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	2 759 657)	1 617 068)	)	1 617 068)
Financement des investissements en cours	28	(6 760 998)	(10 674 027)		(10 674 027)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	188 997 737	236 728 141	612 552	237 340 693
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	205 979 617	249 554 732	3 033 793	252 588 525
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	25 045 520	24 628 168	26 408 000	24 924 703
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	6 868 160	6 483 686	6 853 298	7 894 167
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	36 940 830	42 741 720	44 429 762	37 230 033
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	3 852 151	3 749 307	3 749 307	3 279 045
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	420 409	420 409	420 409	298 212
D'autres tiers	12				28 535
Autres frais de financement	13	366 100	388 970	501 062	333 667
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	347 780	759 485	759 485	3 028 582
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	4 472 590	4 629 309	3 085 139	2 689 306
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	12 876 977	13 643 656	13 764 885	12 930 922
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Mauvaises créances - Franchise	21.1	35 000	199 676	199 676	12 668
Prop.vendues/réduction valeur	21.2		50 136	50 136	214 894
	22	91 225 517	97 694 522	100 221 159	92 864 734

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	16 236 606	18 514 744
Excédent de fonctionnement affecté	2	6 657 253	6 158 750
Réserves financières et fonds réservés	3	4 645 068	4 028 247
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 617 068)(	2 759 657)
Financement des investissements en cours	5	(10 674 027)	(6 760 998)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	237 340 693	189 679 165
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	252 588 525	208 860 251
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	14 656 165	17 180 756
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 580 441	1 333 988
	11	16 236 606	18 514 744
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Activités de fonctionnement	12.1		175 000
▪ Affaissement de sol - Haut S-F	12.2	486 532	486 532
▪ Engagements	12.3	1 247 035	520 816
▪ Anciennes villes - GA et MO	12.4		18 699
▪ Réfection - Hôtel de ville	12.5	72 791	72 791
▪ Réfection - Boulevard Laure	12.6	2 500 000	2 500 000
▪ Acquisition d'un lot - Développement domiciliaire	12.7		1 519 694
▪ Contribution financière CODELO	12.8	1 510 095	
	13	5 816 453	5 293 532
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Réserve pour autobus - CTASI	14.1	425 800	615 218
▪ Affectations internes - CTSI	14.2	115 000	250 000
▪ Affectations internes - CSSSI	14.3	300 000	
	15	840 800	865 218
	16	6 657 253	6 158 750

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪	18.1	
	19	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	3 793 495
Organismes contrôlés et partenariats	24	2 865 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	96 552
Autres		
▪ Fonds de dével. d'infrastructures municipales	32.1	21
▪ Programme de Rénovation Québec	32.2	
▪ Fonds - Création de logement	32.3	755 000
	33	4 645 068
	34	4 028 247
	34	4 645 068
	34	4 028 247

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()	()
Autres	39 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()	()
	41 ()	()
Assainissement des sites contaminés	42 ()	()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (1 418 741)	(1 493 148)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres		
▪	45.1 ()	()
	46 (1 418 741)	(1 493 148)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()	()
Autres		
▪	49.1 ()	()
	50 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	52 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	53 ()	()
Autres		
▪	54.1 ()	()
	55 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56 (198 327)	(1 266 509)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres		
▪	60.1	
	61 (198 327)	(1 266 509)
	62 (1 617 068)	(2 759 657)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 3 430 926	6 316 191
Investissements à financer	64 (14 104 953)(	13 077 189)
	65 (10 674 027)	(6 760 998)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 341 644 564	289 574 689
Propriétés destinées à la revente	67 705 914	756 050
Prêts	68	50 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 539 252	491 682
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 342 889 730	290 872 421
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 342 889 730	290 872 421
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (121 847 736)(	113 310 561)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (298 568)(	225 548)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 16 597 267	12 342 853
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (105 549 037)(	101 193 256)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (105 549 037)(	101 193 256)
	82 237 340 693	189 679 165

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régime complémentaire de retraite des employés de la ville de Sept-Îles est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire final moyen. La moyenne est calculée sur 5 ans, sauf pour le service avant 2000 des cadres et le service avant 2004 des autres employés où la moyenne est calculée sur 3 ans. Le régime prévoit également une indexation selon une formule de rendement excédentaire pour les participants retraités au 1er janvier 2007. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi. Le régime supplémentaire de retraite compense pour les limites fiscales du régime enregistré. L'évaluation actuarielle la plus récente de ces régimes est en date du 31 décembre 2024.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (218 800)	1 682 100
Charge de l'exercice	4 (2 570 200)(	4 336 300)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 156 100	2 435 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (632 900)	(218 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 107 039 400	104 845 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (110 828 600)(	108 246 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (3 789 200)	(3 400 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 3 156 300	3 182 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (632 900)	(218 800)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (632 900)	(218 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 107 039 400	104 845 800
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (110 828 600)(	108 246 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (3 789 200)(	3 400 900)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 799 200	3 542 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	2 040 000
	20 3 799 200	5 582 400
Cotisations salariales des employés	21 (1 955 900)(	1 864 300)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (65 400)(	64 100)
	23 1 777 900	3 654 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 628 500	582 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30 2 406 400	4 236 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31 6 092 800	6 023 500
Rendement espéré des actifs	32 (5 929 000)(	5 923 600)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33 163 800	99 900
Charge de l'exercice	34 2 570 200	4 336 300
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 5 518 600	3 713 600
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (5 929 000)(	5 923 600)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (410 400)	(2 210 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 99 000	200 600
Prestations versées au cours de l'exercice	39 7 409 100	6 425 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 108 618 200	105 357 500
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 4 852 600	3 563 800
DMERCA du nouveau volet (en années)	45 19	18
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46 19	18
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 5,50 %	5,60 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 5,60 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪ Taux d'actualisation volet à compter du 2014-01-01 (fin d'exercice)	52.1 6	6

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les programmes d'avantages après la retraite incluent le régime d'assurance-vie et de soins médicaux postérieurs à la retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, dont la plus récente évaluation actuarielle a été effectuée sur les données au 31 décembre 2023, ainsi que le régime d'indemnité de retraite de la Ville de Sept-Îles, dont la plus récente évaluation actuarielle a été effectuée sur les données au 31 décembre 2024.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (5 170 500)	(4 962 300)
Charge de l'exercice	56 (348 900)	(282 600)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 89 300	74 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (5 430 100)	(5 170 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (4 223 500)	(3 937 300)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (4 223 500)	(3 937 300)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 206 600)	(1 233 200)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (5 430 100)	(5 170 500)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (5 430 100)	(5 170 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (4 223 500)	(3 937 300)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (4 223 500)	(3 937 300)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 311 600	264 100
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 311 600	264 100
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75 311 600	264 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 (122 800)	(142 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 188 800	122 100
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 160 100	160 500
Rendement espéré des actifs	84 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 160 100	160 500
Charge de l'exercice	86 348 900	282 600
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 96 200	(305 600)
Prestations versées au cours de l'exercice	91 89 300	74 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 3,95 %	3,95 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 3,95 %	4,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 5,86 %	5,86 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 3,57 %	3,57 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2040	2040
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	10	9
Description du régime			
		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	11 819	10 843
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	39 828	36 543
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	12 422	12 671
	121	52 250	49 214

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	51 766 010	50 442 221	50 442 221
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	13 728 340	13 522 420	13 522 420
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7		150	150
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	65 494 350	63 964 791	63 964 791
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	3 096 640	3 159 694	3 159 694
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	5 575 770	5 594 611	5 594 611
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres	17.1			
Centres d'urgence 9-1-1	18	158 960	172 907	172 907
Service de la dette	19	5 010	5 014	5 014
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	8 836 380	8 932 226	8 932 226
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	8 836 380	8 932 226	8 932 226
	28	74 330 730	72 897 017	72 897 017
				70 268 783

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	35 120	35 149	22 713
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30	2 039 930	2 042 665	2 462 946
Compensations pour les terres publiques	31	180 000	180 455	213 810
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 097 600	1 098 807	1 028 069
Cégeps et universités	33	609 140	609 808	549 046
Écoles primaires et secondaires	34	1 756 050	1 757 976	1 645 162
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	5 717 840	5 724 860	5 921 746
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	1 573 700	1 509 929	1 636 071
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	98 750	92 820	89 747
Taxes d'affaires	39			
	40	1 672 450	1 602 749	1 725 818
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
	43			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45			
	46			
	47	7 390 290	7 327 609	7 647 564

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51	34 046	34 046	4 444
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	126 310	123 133	105 541
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	2 010	6 617	2 140
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58		298 015	197 975
Transport scolaire	59			
Autres	60		462 501	548 264
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	84 000	70 437	30 604
Réseau de distribution de l'eau potable	65	75 450	282 606	1 187 301
Traitement des eaux usées	66	13 170	5 863	6 298
Réseaux d'égout	67	305 630	73 176	160 582
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	50 000		(12 510)
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69		(1 886)	125 215
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			3 500
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82	650	653	4 908
Autres	83			15 778
				363 803
				41 030
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	29 940	60 264	60 264
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	101 400	138 545	138 545
Autres	86	115 520	79 404	374 471
				100 315
				422 701
Réseau d'électricité	87			
	88	904 080	872 858	1 948 474
				3 332 821

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89	3 000 000	1 668 437	1 668 437
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	4 005 500	233 882	233 882
Enlèvement de la neige	96			2 447 757
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105		5 406 531	5 406 531
Réseau de distribution de l'eau potable	106		1 872 141	1 872 141
Traitement des eaux usées	107		3 415 768	3 415 768
Réseaux d'égout	108			623 466
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113		(4 877)	(4 877)
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115			
Autres	116			1 052 419

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	12 000 000	12 857 780	12 857 780
Activités culturelles				480 066
Bibliothèques	126			
Autres	127	275 000		
Réseau d'électricité	128			
	129	19 280 500	25 449 662	25 449 662
				4 809 862

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			1 805 996
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 966 000	1 965 859	1 965 859
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	1 966 000	1 965 859	1 965 859
TOTAL DES TRANSFERTS	141	22 150 580	28 288 379	29 363 995
				3 082 292
				11 224 975

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144	34 290	35 999	35 999
	145	34 290	35 999	72 377
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	496 500	1 031 273	1 031 273
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	496 500	1 031 273	768 285
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	36 420	24 336	24 336
Enlèvement de la neige	153	52 910	65 017	65 017
Autres	154	7 490	7 440	7 309
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157	96 820	96 793	96 793
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	135 980	135 048	135 048
Réseau de distribution de l'eau potable	159	25 900	25 724	25 724
Traitement des eaux usées	160	99 800	122 442	122 442
Réseaux d'égout	161	50 030	49 693	49 693
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162	1 507 715	1 998 194	1 998 194
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163	20 000	(428)	(428)
Tri et conditionnement	164			428
Autres	165	76 575	48 849	48 849
Autres	166			282 129
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	1 916 000	2 379 522	2 379 522
				2 942 904

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
		174		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
		179		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
		183		
Réseau d'électricité	184			
	185	2 543 610	3 543 587	3 543 587
				3 870 439

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	152 640	483 465	483 465
	189	152 640	483 465	336 202
Sécurité publique				
Police	190			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192			
Sécurité civile	193			
Autres	194	386 730	516 989	516 989
	195	386 730	516 989	551 011
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	187 760	161 927	161 927
Enlèvement de la neige	197	276 800	306 249	306 249
Autres	198	56 200	79 322	79 322
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200		39 829	40 126
Transport scolaire	201			
Autres	202		134 476	142 388
Autres	203			
	204	520 760	547 498	721 803
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	70 000	102 713	102 713
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210	4 000	3 459	3 459
Autres	211			4 274
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	74 000	106 172	106 172
				124 720

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	44 310	46 540	206 254
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	44 310	46 540	206 254
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	452 650	560 977	560 977
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	20 350	20 778	20 778
Autres	228	48 500	50 770	973 098
	229	521 500	632 525	1 554 853
Réseau d'électricité	230			
	231	1 699 940	2 333 189	3 589 536
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	4 243 550	5 876 776	7 133 123
				7 258 549

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	255 810	214 861	211 806
Droits de mutation immobilière	234	1 000 000	1 639 630	1 538 346
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	1 255 810	1 854 491	1 750 152
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	476 000	841 866	320 431
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	1 831 250	2 021 105	2 799 203
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		(112 879)	(295 676)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		532 397	323 174
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248	2 398 000	3 521 423	1 942 454
Autres	249	216 000	17 739 659	1 820 303
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	482 290	481 794	677 660
	252	3 096 290	22 162 394	4 467 915
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	925 780	739 752	4 747	744 499	744 499	860 633
Greffe et application de la loi	2	1 402 040	1 157 651	9 728	1 167 379	1 167 379	1 101 377
Gestion financière et administrative	3	5 315 800	5 413 671	171 400	5 585 071	5 585 071	5 263 429
Évaluation	4	945 660	961 481		961 481	961 481	725 602
Gestion du personnel	5	1 143 340	1 134 745	4 591	1 139 336	1 139 336	1 257 829
Autres							
▪ Assurances et autres dép. admin.	6.1	301 100	1 628 993	4 390	1 633 383	1 633 383	385 186
	7	10 033 720	11 036 293	194 856	11 231 149	11 231 149	9 594 056
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	5 264 940	5 409 011	46 762	5 455 773	5 455 773	5 790 330
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	4 877 680	5 283 461	320 455	5 603 916	5 603 916	5 439 837
Sécurité civile	11	27 540	45 908		45 908	45 908	31 973
Autres	12	474 880	433 981	141 856	575 837	575 837	639 293
	13	10 645 040	11 172 361	509 073	11 681 434	11 681 434	11 901 433
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 502 870	4 216 211	4 500 177	8 716 388	8 716 388	8 150 440
Enlèvement de la neige	15	7 214 900	6 762 832	510 474	7 273 306	7 273 306	6 676 875
Éclairage des rues	16	439 140	415 969	234 273	650 242	650 242	620 059
Circulation et stationnement	17	602 180	664 953	55 065	720 018	720 018	737 624
Transport collectif							
Transport en commun	18	365 120	299 789	4 106	303 895	1 329 368	1 176 682
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			12 534	12 534	12 534	12 534
	22	12 124 210	12 359 754	5 316 629	17 676 383	18 701 856	17 374 214

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 732 800	3 596 066	619 797	4 215 863	4 215 863	4 159 310
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 083 700	2 271 268	1 011 433	3 282 701	3 282 701	5 177 971
Traitement des eaux usées	25	816 780	1 168 562	546 343	1 714 905	1 714 905	1 231 382
Réseaux d'égout	26	2 289 780	2 517 989	1 231 130	3 749 119	3 749 119	3 919 011
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 080 040	1 983 392	2 172	1 985 564	1 985 564	1 822 619
Élimination	28	4 548 370	4 611 257	631 362	5 242 619	5 242 619	5 547 641
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 475 540	3 518 993	1 303	3 520 296	3 520 296	1 589 309
Tri et conditionnement	30	30 960	20 314	794	21 108	21 108	405 264
Matières organiques							
Collecte et transport	31	517 510	393 058	106 217	499 275	499 275	565 041
Traitement	32	140 860	187 429	156 323	343 752	343 752	39 478
Matériaux secs							
Autres							
Plan de gestion	34	2 042 760	1 798 244	142 077	1 940 321	1 940 321	1 770 034
Autres	35	15 890	15 903		15 903	15 903	18 942
Autres	36	1 500	577		577	577	339
Cours d'eau							
Protection de l'environnement							
Autres	37	1 335 640	1 228 797	24 536	1 253 333	1 253 333	1 035 173
Autres	38	88 500	107 853		107 853	107 853	111 017
	40	22 200 630	23 419 702	4 473 487	27 893 189	27 893 189	27 392 531
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	280 000	287 435		287 435	287 435	262 999
Autres	42						
Sécurité du revenu							
Autres	43	230 580	241 694		241 694	241 694	232 419
Autres	44	510 580	529 129		529 129	529 129	495 418
	45						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 919 880	1 659 301	61 443	1 720 744	1 720 744	1 741 837
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	961 120	960 993	1 120	962 113	1 267 464	1 410 403
Tourisme	50	1 278 750	1 340 087	27 994	1 368 081	1 481 251	1 445 727
Autres	51	35 000	35 000	28 279	63 279	63 279	63 279
Autres	52	12 920	3 537 840		3 537 840	3 537 840	216 395
	53	4 207 670	7 533 221	118 836	7 652 057	8 070 578	4 877 641
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	1 474 310	1 528 738	238 471	1 767 209	1 767 209	1 506 243
Patinoires intérieures et extérieures	55	2 206 860	1 932 928	216 189	2 149 117	2 149 117	2 355 399
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 759 740	1 858 009	414 151	2 272 160	2 272 160	2 168 913
Parcs et terrains de jeux	57	4 085 690	3 774 822	1 372 015	5 146 837	5 146 837	4 935 271
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	238 320	162 865		162 865	162 865	182 363
Autres	60	457 350	422 283		422 283	422 283	653 457
	61	10 222 270	9 679 645	2 240 826	11 920 471	11 920 471	11 801 646
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	1 408 680	1 434 864	571 197	2 006 061	2 976 612	2 942 927
Bibliothèques	63	1 839 380	1 931 815	164 436	2 096 251	2 096 251	2 009 798
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	320 300	306 256	54 316	360 572	360 572	336 641
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	197 400	89 140		89 140	89 140	198 970
	67	3 765 760	3 762 075	789 949	4 552 024	5 522 575	5 488 336
	68	13 988 030	13 441 720	3 030 775	16 472 495	17 443 046	17 289 982

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	4 180 360	4 098 281		4 098 281	4 098 281	3 537 297
Autres frais	71	92 200	71 435		71 435	71 435	68 495
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	326 100	323 900		323 900	323 900	260 400
Autres	73	40 000	65 070		65 070	177 162	73 267
	74	4 638 660	4 558 686		4 558 686	4 670 778	3 939 459
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	12 876 977	13 643 656 (	13 643 656)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2025	Réalisations
		2025	2025	2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	9 003 789	9 003 789	65 504
Usines de traitement de l'eau potable	2	602 459	602 459	13 325 594
Usines et bassins d'épuration	3	13 430 466	13 430 466	18 221
Conduites d'égout	4	3 636 208	3 636 208	491 837
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	2 256 504	2 256 504	9 856 414
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 817 659	7 817 659	4 513 072
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	278 929	278 929	100 025
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 201 415	2 201 415	2 173 435
Autres infrastructures	11	197 802	197 802	1 900 592
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 764 489	1 764 489	1 040 116
Édifices communautaires et récréatifs	14	23 215 927	23 215 927	1 283 099
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		15 917	504 185
Autres	17	85 441	85 441	2 844 142
Ameublement et équipement de bureau	18	196 116	203 607	328 721
Machinerie, outillage et équipement divers	19	316 581	345 526	1 127 885
Terrains	20	984 810	984 810	34 373
Autres	21	3 063	3 063	18 972
	22	65 991 658	66 044 011	39 626 187

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	626 671	626 671	32 913
Usines de traitement de l'eau potable	2	602 459	602 459	13 325 594
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	3 636 208	3 636 208	491 837
Autres infrastructures	5	12 116 213	12 116 213	6 198 536
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	8 377 118	8 377 118	32 591
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8	13 430 466	13 430 466	18 221
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10	636 096	636 096	12 345 002
Autres immobilisations corporelles	11	26 566 427	26 618 780	7 181 493
	12	65 991 658	66 044 011	39 626 187

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	23 600		1 900	21 700
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	101 169 656	15 604 469	11 246 788	105 527 337
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	101 193 256	15 604 469	11 248 688	105 549 037
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	11 517 744	5 406 531	1 095 312	15 828 963
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12	825 109		56 805	768 304
	13	12 342 853	5 406 531	1 152 117	16 597 267
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	12 342 853	5 406 531	1 152 117	16 597 267
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	12 342 853	5 406 531	1 152 117	16 597 267
	19	113 536 109	21 011 000	12 400 805	122 146 304
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	113 536 109	21 011 000	12 400 805	122 146 304

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	121 079 432	112 485 452
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	13 842 179	12 793 553
Activités de fonctionnement à financer	3	198 327	1 266 509
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪ Passif au titre des ASF	5.1	6 063 000	5 389 300
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7		
Débiteurs	8	15 828 963	11 517 744
Autres montants	9		
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	1 116 476	196 039
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	124 237 499	120 221 031
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	124 237 499	120 221 031
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15		
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17	768 304	825 109
Endettement total net à long terme	18	125 005 803	121 046 140
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	125 005 803	121 046 140
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	25 000	20 914	20 640
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	5 100	2 847	5 039
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	48 900	61 795	8 457
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11		411 420	2 498 399
Matières résiduelles	12	3 800	3 771	3 608
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	137 800	137 673	132 177
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	127 180	121 065	360 262
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	347 780	759 485	3 028 582

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	108 833	139 895
Charges sociales	2	30 863	39 089
Biens et services	3	65 189 005	38 210 861
Frais de financement	4	662 957	716 819
Autres	5		
	6	65 991 658	39 106 664

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	34,69	40,00	70 397,30	4 961 717	1 013 167	5 974 884
Professionnels	2	13,63	36,00	26 175,60	1 446 787	417 897	1 864 684
Cols blancs	3	105,64	36,00	186 871,50	7 306 336	2 007 847	9 314 183
Cols bleus	4	92,71	40,00	192 840,10	7 987 390	2 267 606	10 254 996
Policiers	5						
Pompiers	6	30,27	35,00	55 458,70	2 586 714	720 735	3 307 449
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	276,94		531 743,20	24 288 944	6 427 252	30 716 196
Élus	9	10,00			448 057	87 297	535 354
	10	286,94			24 737 001	6 514 549	31 251 550

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	70 437	5 406 531			5 476 968
Réseau de distribution de l'eau potable	3	282 606	1 872 141			2 154 747
Traitement des eaux usées	4	5 863	3 415 768			3 421 631
Réseaux d'égout	5	73 176				73 176
Autres	6	2 406 635	14 755 222			17 161 857
	7	2 838 717	25 449 662			28 288 379

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	388 970	286 132
	4	388 970	286 132
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	13 128	21 034
Sécurité civile	8		
Autres	9	186 853	188 201
	10	199 981	209 235
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 419 452	1 263 781
Enlèvement de la neige	12	153 806	149 531
Autres	13	41 690	41 282
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	1 614 948	1 454 594
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	273 279	87 612
Réseau de distribution de l'eau potable	18	300 172	261 830
Traitement des eaux usées	19	53 417	56 057
Réseaux d'égout	20	249 124	220 827
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	499 498	341 478
Matières recyclables	22	26 569	45 753
Autres	23	150 539	65 180
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	1 552 598	1 078 737
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28	69 058	70 488
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32	69 058	70 488
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35	17 565	20 110
Autres	36	70 385	97 172
	37	87 950	117 282
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	524 254	528 669
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40	120 927	118 252
	41	645 181	646 921
Réseau d'électricité			
	42		
	43	4 558 686	3 863 389

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Audet, Charlotte	1.1 Conseiller	21 022	10 511		
Audet, Charlotte	1.2 Maire suppléant	3 525	1 762		
Berthe, Guy	1.3 Conseiller	25 760	12 880	3 580	1 790
Blackburn, Zéa	1.4 Conseiller	4 737	2 369		
Desjardins, Dave	1.5 Conseiller	3 750	1 875		
Gagnon, Richard	1.6 Conseiller	3 750	1 875		
Gaudreault, Carole	1.7 Conseiller	15 002	7 501	421	
Guérault, Daniel	1.8 Conseiller	24 773	12 386	2 106	1 053
Langlois, Manon	1.9 Conseiller	4 737	2 369	674	337
Langlois, Manon	1.10 Maire suppléant	949	474		
Langlois, Martin	1.11 Conseiller	3 750	1 875		
Leblanc, Alexandre	1.12 Conseiller	22 009	11 005	316	
Lejeune, Guylaine	1.13 Conseiller	22 009	11 005	5 966	2 983
Lejeune, Guylaine	1.14 Maire suppléant	4 033	2 017		
Méthot, Benoît	1.15 Maire	17 160	2 966	2 312	1 156
Miousse, Denis	1.16 Maire	100 701	17 406	18 132	
Pedneault, Josée	1.17 Conseiller	3 750	1 875	449	225
Perron, Martin	1.18 Conseiller	22 009	11 005		
Tremblay, Mélissa	1.19 Conseiller	21 022	10 511		
Vaillancourt, Chantale	1.20 Conseiller	22 009	11 005		
Vich, Jeannot	1.21 Conseiller	4 737	2 369		
	2	351 194	137 041	33 956	7 544

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	7 858 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	378 216 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.
- 47
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 48 _____ 1 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.
- 49
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025
- 50 _____ 354 096 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).
- 51
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025
- 52 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 77 447 \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 Résol. # 1910-603

b) Date d'adoption de la résolution

93 2019-10-28

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 2 837 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 1 232 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI** **NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Catherine Lauzon

Adresse courriel du directeur général

10 catherine.lauzon@septiles.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-05-25

Nom du signataire : Manon Nobert, CPA, OMA

Fonction du signataire : Trésorière adjointe

Date de transmission au Ministère : 2026-05-26

Date et heure de la dernière modification : 2026-05-26 08:52

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	96 479 068	94 795 710	99 127 712	4 956 865	101 807 508
Investissement	2	6 602 250	25 317 700	42 141 925		42 141 925
	3	103 081 318	120 113 410	141 269 637	4 956 865	143 949 433
Charges	4	90 197 027	91 225 517	97 694 522	4 803 706	100 221 159
Excédent (déficit) lié aux activités	5	12 884 291	28 887 893	43 575 115	153 159	43 728 274
Moins : revenus d'investissement	6 (	6 602 250)	25 317 700)	42 141 925)	)	42 141 925)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	6 282 041	3 570 193	1 433 190	153 159	1 586 349
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	12 876 977	12 876 977	13 643 656	121 229	13 764 885
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 266 509		221 818		221 818
Remboursement de la dette à long terme	10 (	11 460 647)	11 248 060)	11 248 688)	56 805)	11 305 493)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	6 096 299)	(4 007 400))	2 636 080)	52 353)	2 688 433)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 029 826	(1 890 000)	2 523 257	(135 000)	2 388 257
Autres éléments de conciliation	13	670 995		355 531		355 531
	14	(1 712 639)	3 746 317	2 859 494	(122 929)	2 736 565
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 569 402	7 316 510	4 292 684	30 230	4 322 914

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	38 952 241	31 627 977	34 377 478	41 485 609
Débiteurs	2	34 001 889	69 161 733	70 229 811	34 916 204
Prêts	3	50 000			50 000
Placements de portefeuille	4	491 682	539 252	965 052	1 106 900
Autres	5				
	6	73 495 812	101 328 962	105 572 341	77 558 713
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8	8 100 000	21 103 000	21 103 000	8 100 000
Créditeurs et charges à payer	9	22 814 677	36 363 422	36 780 146	23 314 283
Revenus reportés	10	4 921 880	5 162 829	5 857 702	5 486 899
Dette à long terme	11	112 485 452	121 079 432	121 847 736	113 310 561
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	5 389 300	6 063 000	6 063 000	5 389 300
Autres	13	5 948 665	6 636 639	6 636 639	5 948 665
	14	159 659 974	196 408 322	198 288 223	161 549 708
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(86 164 162)	(95 079 360)	(92 715 882)	(83 990 995)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	288 893 261	341 032 012	341 644 564	289 574 689
Autres	17	3 250 518	3 602 080	3 659 843	3 276 557
	18	292 143 779	344 634 092	345 304 407	292 851 246
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	17 180 756	14 656 165	16 236 606	18 514 744
Excédent de fonctionnement affecté	20	5 293 532	5 816 453	6 657 253	6 158 750
Réserves financières et fonds réservés	21	4 028 247	4 645 068	4 645 068	4 028 247
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	2 759 657)(	1 617 068)(	1 617 068)(	2 759 657)
Financement des investissements en cours	23	(6 760 998)	(10 674 027)	(10 674 027)	(6 760 998)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	188 997 737	236 728 141	237 340 693	189 679 165
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	205 979 617	249 554 732	252 588 525	208 860 251

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté		
Administration municipale		
▪ Activités de fonctionnement	1.1	175 000
▪ Affaissement de sol - Haut S-F	1.2	486 532
▪ Engagements	1.3	1 247 035
▪ Anciennes villes - GA et MO	1.4	18 699
▪ Réfection - Hôtel de ville	1.5	72 791
▪ Réfection - Boulevard Laure	1.6	2 500 000
▪ Acquisition d'un lot - Développement domiciliaire	1.7	1 519 694
▪ Contribution financière CODELO	1.8	1 510 095
	2	5 816 453
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	840 800
	4	6 657 253
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	5	
Autres		
▪	6.1	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	8	3 793 495
Organismes contrôlés et partenariats	9	2 865 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Administration municipale	10	
Organismes contrôlés et partenariats	11	
Fonds local d'investissement	12	
Fonds local de solidarité	13	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14	96 552
Autres		
▪ Fonds de dével. d'infrastructures municipales	15.1	21
▪ Programme de Rénovation Québec	15.2	
▪ Fonds - Création de logement	15.3	755 000
	16	4 645 068
	17	11 302 321
		10 186 997

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	124 237 499	120 221 031
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	125 005 803	121 046 140

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	105 527 337	101 169 656
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	21 700	23 600
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	15 828 963	11 517 744
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	768 304	825 109
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	122 146 304	113 536 109

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	70 268 783	74 330 730	72 897 017	72 897 017
Compensations tenant lieu de taxes	13	7 647 564	7 390 290	7 327 609	7 327 609
Quotes-parts	14				
Transferts	15	5 330 536	2 870 080	2 838 717	3 914 333
Services rendus	16	5 986 943	4 243 550	5 876 776	7 133 123
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 070 583	1 731 810	2 696 357	2 696 357
Autres	18	5 174 659	4 229 250	7 491 236	7 839 069
	19	96 479 068	94 795 710	99 127 712	101 807 508
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	4 809 862	19 280 500	25 449 662	25 449 662
Autres	23	1 792 388	6 037 200	16 692 263	16 692 263
	24	6 602 250	25 317 700	42 141 925	42 141 925
	25	103 081 318	120 113 410	141 269 637	143 949 433

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	10 033 720	11 036 293	194 856	11 231 149	11 231 149	9 594 056
Sécurité publique							
Police	2	5 264 940	5 409 011	46 762	5 455 773	5 455 773	5 790 330
Sécurité incendie	3	4 877 680	5 283 461	320 455	5 603 916	5 603 916	5 439 837
Autres	4	502 420	479 889	141 856	621 745	621 745	671 266
Transport							
Réseau routier	5	11 759 090	12 059 965	5 299 989	17 359 954	17 359 954	16 184 998
Transport collectif	6	365 120	299 789	4 106	303 895	1 329 368	1 176 682
Autres	7			12 534	12 534	12 534	12 534
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	8 923 060	9 553 885	3 408 703	12 962 588	12 962 588	14 487 674
Matières résiduelles	9	11 853 430	12 529 167	1 040 248	13 569 415	13 569 415	11 758 667
Autres	10	1 424 140	1 336 650	24 536	1 361 186	1 361 186	1 146 190
Santé et bien-être	11	510 580	529 129		529 129	529 129	495 418
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 919 880	1 659 301	61 443	1 720 744	1 720 744	1 741 837
Promotion et développement économique	13	2 274 870	2 336 080	57 393	2 393 473	2 811 994	2 919 409
Autres	14	12 920	3 537 840		3 537 840	3 537 840	216 395
Loisirs et culture	15	13 988 030	13 441 720	3 030 775	16 472 495	17 443 046	17 289 982
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	4 638 660	4 558 686		4 558 686	4 670 778	3 939 459
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	78 348 540	84 050 866	13 643 656	97 694 522	100 221 159	92 864 734
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	12 876 977	13 643 656 (	13 643 656)			
	21	91 225 517	97 694 522		97 694 522	100 221 159	92 864 734

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024		Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	6 602 250	42 141 925		42 141 925
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	39 106 664)(	65 991 658)(	52 353)(	66 044 011)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	114 084)(	93 714)(	)	93 714)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	21 929 521	14 314 469		14 314 469
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	6 096 299	2 636 080	52 353	2 688 433
Excédent accumulé	6	3 934 506	3 079 869		3 079 869
	7	(7 260 422)	(46 054 954)		(46 054 954)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(658 172)	(3 913 029)		(3 913 029)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14